



Dossier de presse du 23 mai 2018

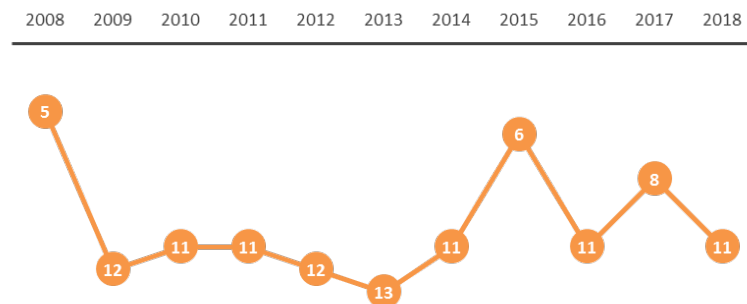
Les résultats de l'IMD World Competitiveness Yearbook 2018 sont sous embargo jusqu'au mercredi 23 mai à 20H00.

IMD World Competitiveness Yearbook 2018

Si le Luxembourg veut renforcer sa compétitivité, il faut courir encore au moins deux fois plus vite.¹

L'édition 2018 du World Competitiveness Yearbook (WCY) de l'institut suisse IMD² vient de paraître, dévoilant la nouvelle place de l'économie luxembourgeoise dans ce palmarès attendu des économies les plus performantes. Avec le 11^{ème} rang, le Luxembourg confirme faire partie « toutes catégories confondues » des économies les plus compétitives parmi 63 pays. Par rapport à l'an passé, le Luxembourg perd toutefois trois positions et sort du top 10 pour retrouver le même rang qu'en 2016. La compétition entre les nations ne cesse en effet de s'intensifier alors que l'innovation, technologique mais pas que, l'aptitude à produire et attirer les talents, et la compétitivité-coût sont au cœur de la capacité des économies à renforcer leur compétitivité et *in fine* le bien-être et la cohésion sociale.

L'évolution du classement général du WCY en un clin d'œil



La progression de 2017, passage du 11^{ème} rang au 8^{ème}, n'aura donc été qu'éphémère. Le Luxembourg profite de sa dynamique économique pour maintenir son leadership en termes d'exportation des services, d'investissements directs internationaux ou de richesse par habitant, et pour améliorer ses performances quant à la croissance de la force de travail ou encore le chômage des jeunes. Mais cette croissance, essentiellement quantitative, a le double effet de ne pas élever nécessairement le bien-être moyen des résidents, le pays étant même en légère décline en ce qui concerne le PIB par habitant (avec toutes les limites connues de cet indicateur), et de générer des effets négatifs : situation critique du marché du logement, congestion sur les réseaux de transport, tensions sur le niveau des salaires, etc.

Les atouts nécessaires à une croissance qualitative se mettent en place, mais le rythme de cette transition continue à interroger face au très fort dynamisme d'autres économies de par le monde.

¹ « Ici, voyez-vous, il faut courir aussi fort qu'on le peut simplement pour rester au même endroit. Si on veut se rendre ailleurs, il faut courir encore au moins deux fois plus vite. » Lewis Carroll, *De l'autre côté du miroir*.

² Depuis 1989, l'institut suisse IMD (*International Institute for Management Development*) analyse la compétitivité de plus de 60 pays. Le classement est basé tant sur des indicateurs statistiques (*hard data*) que sur l'opinion des décideurs économiques et des dirigeants d'entreprises, enquête coordonnée par la Chambre de Commerce pour le volet luxembourgeois. Plus précisément, l'enquête IMD repose sur l'examen de 260 indicateurs rassemblés sous quatre piliers, à savoir les performances économiques, l'efficacité des pouvoirs publics, l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures.

C'est ainsi que le Luxembourg perd des places quant à sa capacité à attirer les talents, l'attractivité de son environnement fiscal, la digitalisation de son économie et l'évolution de sa productivité, ce qui est à la fois démontré par les indicateurs statistiques utilisés dans l'étude de l'IMD et ceux de perception collectés auprès des chefs d'entreprises luxembourgeoises à travers l'enquête mise en œuvre dans le cadre de l'étude.

Les Etats-Unis retrouvent la tête du classement d'IMD en 2018, Hong-Kong et Singapour complétant le podium. Suivent dans le top 10, les Pays-Bas, la Suisse (qui sort du podium), le Danemark, les Emirats Arabes Unis et la Norvège (tous deux en progression de trois places), la Suède et le Canada qui dépassent ainsi le Luxembourg. Le Grand-duché est 7^{ème} d'un classement européen dominé par les Pays-Bas (et 4^{ème} Etat membre de l'UE). La création d'un classement des pays de moins de 20 millions d'habitants permet de situer le Luxembourg à la 9^{ème} position hors pays de grande taille.

Du côté des principaux piliers de compétitivité, les performances économiques du Luxembourg demeurent solides, avec une 4^{ème} place en 2018, en baisse néanmoins d'une place par rapport à 2017. Le « commerce international » et les « investissements internationaux » sont deux atouts sur lequel le Luxembourg - pays ouvert par excellence et compétitif dans les échanges de services commerciaux - s'appuie pour obtenir un tel classement. L'« emploi » a tendance à s'améliorer au niveau conjoncturel mais il se développe des difficultés structurelles, la plus symptomatique étant toutefois la baisse du PIB par habitant en 2018, qui symbolise une « économie nationale » intrinsèquement en perte de vitesse. Le positionnement du Luxembourg en termes « prix » se dégrade, sous l'effet du retour de l'inflation et du niveau élevé des loyers, à l'habitat et de bureau.

L'efficacité des pouvoirs publics se détériore pour la seconde année consécutive. En l'absence de chocs majeurs, le recul des performances des finances publics n'inquiète que modérément à court terme, même s'il est crucial de garder l'œil sur un système de pensions fragile à long terme. C'est davantage la fiscalité, des entreprises notamment, qui peut porter préjudice à la compétitivité immédiate du Grand-duché. Alors que la compétition fiscale entre les pays se renforce et que la politique fiscale est un facteur prépondérant de compétitivité-coût des entreprises résidentes et d'attractivité pour les investisseurs, le Luxembourg n'est positionné qu'au 44^{ème} rang de ce classement, avec notamment un taux d'imposition des profits supérieur à la moyenne. Le cadre institutionnel et législatif est dans l'ensemble considéré pro-business. Des efforts sont cependant nécessaires en faveur de l'entrepreneuriat.

Le Luxembourg a perdu deux places en termes d'environnement des affaires, rétrogradant à la 8^{ème} position en 2018. L'économie dans son ensemble demeure particulièrement productive mais cette productivité stagne, ce qui permet à d'autres économies de rapprocher leur performance à celle du Luxembourg. Le Grand-duché a perdu cinq rangs pour le sous-pilier « productivité et efficience » par rapport à l'an dernier, passant de la 3^{ème} à la 8^{ème} place en 2018. Un retard et des difficultés en matière de mise en œuvre de la digitalisation et de manque de main-d'œuvre qualifiée peuvent freiner l'évolution positive de la productivité. Les entreprises, de par leurs pratiques de gestion et de ressources humaines ont la volonté de pallier ce manque, par la formation notamment. Le secteur financier continue, lui, à tirer vers le haut une économie où le coût de la main d'œuvre pourrait devenir l'un des principaux enjeux en termes de compétitivité.

Les infrastructures, principalement dans les domaines de la technologie (32^{ème}) et scientifique (23^{ème}), apparaissent encore insuffisantes. Les véritables réussites que sont les dépôts de brevets et le développement d'un écosystème de recherche et d'innovation luxembourgeois coexistent avec des difficultés importantes pour le recrutement des compétences digitales, les coopérations technologiques et l'éducation aux sciences. La réduction de son empreinte écologique demeure également un défi de premier ordre pour le Grand-duché.

Les quatre premiers « *key attractiveness indicators* » du Luxembourg répertoriés par l'étude IMD changent peu par rapport à 2017 pour les entrepreneurs interrogés. Il s'agit dans l'ordre de « *Policy stability & predictability* », « *Dynamism of the economy* », « *Business-friendly environment* » et « *Competitive tax regime* ». Le facteur « *Effective legal environment* » est 5^{ème} au détriment d'un « *Access to financing* » plus délicat.

5 défis en 2018 pour la compétitivité du Luxembourg

- Avancer vers un modèle de croissance durable, axé sur la productivité en s'appuyant sur la stratégie de « Troisième Révolution Industrielle ».
- Sensibiliser, préparer et former la main-d'œuvre à l'économie numérique, soutenir l'innovation digitale dans les PME.
- Améliorer l'efficacité de la gouvernance de l'État et favoriser la dynamique entrepreneuriale par la simplification administrative.
- Créer un environnement *friendly* pour les start-ups et stimuler l'esprit d'entreprise.
- Augmenter significativement l'offre de logements pour répondre à la demande croissante.

Annexe

COUP DE PROJECTEUR SUR LA COMPETITIVITE DU LUXEMBOURG

Sortie du top 10, un appel fort en faveur d'un cadre entrepreneurial encore plus performant et innovant



International: Après être descendus du podium en 2017, les Etats-Unis retrouvent cette année la 1^{ère} place. Rappelons que les données de ce classement datent d'avant les annonces américaines sur les tarifs douaniers et l'Iran. Hong-Kong recule à la 2^{ème} place tandis que Singapour conserve sa 3^{ème}. Cette année encore, deux « petits » Etats sont sur le podium. La Norvège (8^{ème}) et le Canada (10^{ème}) font leur entrée dans le top 10, au détriment de l'Irlande (12^{ème}) et du Luxembourg (11^{ème}). La Chine (13^{ème}) continue son ascension, gagnant cinq places cette année et douze sur les deux dernières années.

Europe: Les pays européens sont globalement en recul dans le classement. Néanmoins, ils sont encore cinq dans le top 10. Les Pays-Bas passent de la 5^{ème} place à la 4^{ème} tandis que la Suisse sort du podium pour passer 5^{ème}. Le Danemark monte d'un rang pour être 6^{ème}, la Norvège grimpe de la 11^{ème} à la 8^{ème} place et la Suède demeure 9^{ème}.

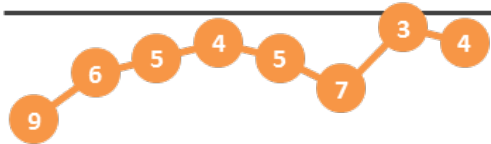
L'Allemagne recule à nouveau en passant de la 13^{ème} à la 15^{ème} place (6^{ème} en 2014). La Belgique et la France sont toujours en-dehors du top 20 avec respectivement une 26^{ème} et 28^{ème} place (23^{ème} et 31^{ème} en 2017). Il est à noter le progrès de trois rangs de la France.

PERFORMANCES ECONOMIQUES

Toujours devant, mais l'avance se réduit !

La performance du Luxembourg reste solide sur le pilier « Performances économiques » avec une 4^{ème} place. Le Luxembourg a historiquement de bons résultats sur ce pilier, incorporant avec constance le top 10. Cette année, le Grand-duché est devancé par les Etats-Unis, la Chine et les Emirats Arabes Unis. Il maintient une bonne position malgré la perte d'une place.

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018



Sous-piliers	2017	2018
Economie nationale	11	23
Commerce international	4	4
Investissements internationaux	2	2
Emploi	18	15
Prix	32	39

Ce bon classement est en partie dû à d'excellents résultats sur les deux sous-piliers que sont le « Commerce international » et les « Investissements internationaux », et aux cinq indicateurs pour lesquels le Luxembourg se trouve en première position : l'exportation des services commerciaux, la balance commerciale des services, les investissements directs étrangers (IDE) en provenance et vers l'étranger et le PIB par habitant. Rappelons que ces trois dernières statistiques sont à interpréter avec prudence dans le contexte luxembourgeois. Les flux d'IDE y sont en effet très volatils tandis que le PIB par habitant est amplifié par le travail frontalier et les capitaux étrangers rétribués par l'économie luxembourgeoise.

Le sous-pilier « Economie nationale » subit une nette dégradation, marquée par une perte de douze places. Ceci est essentiellement dû au caractère quantitatif de la croissance luxembourgeoise. En effet, la croissance économique mesurée par le STATEC pour 2017, de 2,3%, est la 40^{ème} de ce classement. Surtout, elle est tirée exclusivement par la hausse des facteurs de production, et notamment des emplois. C'est ce que révèle la décroissance du PIB par habitant entre 2017 et 2018, qui place le Luxembourg au 58^{ème} rang sur 63. La moyenne des pays participant au classement est de 2,2%. Ainsi, le Luxembourg, premier pays en termes de PIB par habitant, voit d'autres économies combler actuellement une partie de leur retard. Maintenir et renforcer la prospérité de l'économie est l'un des objectifs de la diversification de l'économie, l'une des volontés affirmées par le Luxembourg en matière économique, et qui passe notamment par le développement des secteurs stratégiques. L'indicateur « Diversification de l'économie » s'améliore légèrement dans son résultat mais régresse d'une place concernant le classement du Luxembourg, celui-ci se retrouvant au 35^{ème} rang. De manière positive, il est à noter une amélioration de l'indicateur de perception « Résilience de l'économie », le Luxembourg atteignant la 7^{ème} position du classement, une performance remarquable pour une économie de taille modeste et particulièrement ouverte sur le monde.

Le second sous-pilier en perte de vitesse est celui des « Prix ». Dans un contexte de retour progressif de l'inflation suite à des années singulières marquées par une inflation atone, le Luxembourg a vu les prix à la consommation augmenter de 2,06% en 2017 contre 0,11% en 2016. Ceci place le Grand-duché à la 36^{ème} place, soit le milieu du peloton. Le Luxembourg reste caractérisé par un coût élevé, par rapport aux autres pays, des « Loyers d'appartement » (52^{ème}) et des « Loyers de bureau » (44^{ème}), ce dernier étant toutefois en amélioration de six places. La situation du marché du logement demeure tendue alors que la croissance de l'économie et des emplois se poursuit. Pour continuer à attirer les talents et investisseurs nécessaires à une croissance qualitative, le Luxembourg devra pouvoir encourager bien plus activement la construction de davantage de logement de qualité sur son territoire. L'indicateur « Index du coût de la vie », mesuré dans la seule capitale et en référence avec celui de la ville de New-York, a lui diminué en 2017, le Luxembourg se trouvant au 23^{ème} rang en 2017 contre le 29^{ème} en 2016.

Le sous-pilier « Emploi » s'est lui amélioré, en cohérence avec la baisse du chômage initiée en 2015. 15^{ème} en 2018, après avoir été 21^{ème} en 2016, le Luxembourg profite de la dynamique de

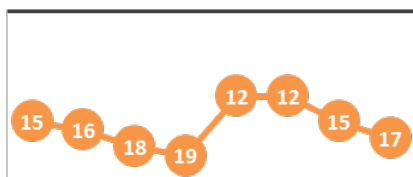
création d'emploi générée par son économie. Ce sont les jeunes qui en profitent le plus, avec une baisse de leur taux de chômage de 19% à 15,3% et un gain de cinq positions sur cet indicateur (39^{ème}). En revanche, le taux de chômage de longue durée est lui en croissance, passant de 1,9% à 2,2% (34^{ème} place et une perte de 7 rangs). La situation de l'emploi au Luxembourg se caractérise ainsi par une diminution d'un chômage conjoncturel mais un aggravement, voire l'apparition en quelques années, d'un chômage structurel. Force est de constater qu'une part croissante des résidents au chômage se retrouve éloignée de l'emploi en raison de leur faible qualification, de plus en plus problématique en cette époque de digitalisation de l'économie. Ceux-ci ne répondent plus aux besoins de compétences des entreprises, ce qui tend à affaiblir conjointement la cohésion sociale et la compétitivité de l'économie. **La réponse à cet enjeu majeur ne pourra passer que par une politique ambitieuse d'upskilling et un système social qui valorise davantage le travail face à l'existence de certaine trappe à l'inactivité.**

EFFICIENCE DES POUVOIRS PUBLICS

Un cadre plus pro-business freiné par la fiscalité

Le pilier « **Efficacité des pouvoirs publics** » perd lui deux rangs pour se retrouver en 17^{ème} position. C'est la deuxième année de dégradation consécutive de ce pilier. La régression concerne les finances publiques (-2) et le cadre sociétal (- 16), avec cependant pour ce sous-pilier une moindre robustesse des données due à des statistiques manquantes au Luxembourg. Le pilier fiscal se stabilise à la 44^{ème} position et ne rattrape ainsi pas sa baisse de six rangs de l'an dernier.

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018



Sous-piliers	2017	2018
Finances publiques	9	11
Politique fiscale	44	44
Cadre institutionnel	8	8
Législation des affaires	16	12
Cadre sociétal	10	26

Le sous-pilier « **Finances publiques** », pour lequel le Luxembourg passe de la 9^{ème} à la 11^{ème} place, est notamment affecté par l'augmentation de la dette, en termes absolus, de 13%, ce qui place le Luxembourg à la 57^{ème} position (- 9) sur l'indicateur « Croissance de la dette réelle de l'Etat ». Il convient toutefois de nuancer cette hausse, partant d'un niveau de dette somme toute relativement peu élevé en comparaison internationale. Le Luxembourg a d'ailleurs de bons résultats en ce qui concerne son budget public consolidé (Etat central, communes, sécurité sociale) excédentaire à 1,5%. Il est 7^{ème} sur cet indicateur (- 3). Si les entrepreneurs interrogés par IMD ont le sentiment que les finances publiques sont bien gérées (5^{ème}, + 9), quelques incertitudes subsistent quant à la pérennité du niveau de dépenses publiques, qui est passé 41,2% à 42,9% du PBI (47^{ème}, - 5) et du système de pensions, perçu comme moins bien adapté pour l'avenir qu'en 2016 (14^{ème}, -1).

Peu d'évolutions notables sont à signaler concernant le « **Cadre sociétal** ». Le vieillissement de la population (25^{ème}, - 7) freine la compétitivité. Cette évolution est observable dans la majorité des pays, occidentaux du moins, et est ralentie au Luxembourg par la dynamique économique et de création d'emplois. Ce vieillissement pourrait devenir une problématique majeure en cas d'enrayement de la croissance économique qui réduirait significativement l'afflux de main d'œuvre depuis l'étranger.

La fiscalité des entreprises se pose en faiblesse de la compétitivité du Luxembourg au sein du sous-pilier « **Politique fiscale** », avec une 44^{ème} position, soit la plus mauvaise des différents sous-piliers. Le « Taux de l'impôt sur le revenu des sociétés » n'est encore que 46^{ème} sur 63 malgré une remontée de trois places. La baisse progressive prévue d'ici 2018 dans le cadre de la réforme fiscale n'a pas permis au Luxembourg de passer en-dessous de la moyenne de 23,28% des 63 pays faisant partie de l'enquête IMD. La concurrence fiscale est vive aussi bien au niveau européen que mondial. La compétitivité fiscale est aujourd'hui un aspect fondamental de l'attractivité des économies pour les

investisseurs. En-dehors de la taxation de la consommation (TVA) ainsi que sur les biens et services dans leur globalité, et des cotisations sociales, le Luxembourg est au-delà du 40^{ème} rang pour tous les indicateurs du niveau de taxation.

Le « **cadre institutionnel** » (8^{ème}) reste un atout de l'économie luxembourgeoise. La perception des entrepreneurs est stable sur le cadre institutionnel des entreprises. La confiance dans la capacité du gouvernement à adapter ces politiques aux changements économiques est forte (3^{ème}). Les entreprises sont plus inquiètes de la « Bureaucratie » (11^{ème}). Comme pour la politique fiscale, la stabilisation des performances sur ce sous-pilier intervient après une dégradation en 2017.

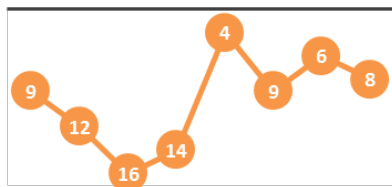
Le sous-pilier « **Législation des Affaires** », mesuré en grande partie via des indicateurs de perception, s'est lui amélioré (12^{ème}, +4). Cette amélioration concerne en grande partie le sujet de l'équité économique et de juste concurrence, ainsi que de financement des entreprises. L'introduction de la sarl simplifiée et la mise en place récente du guichet unique « One Stop Shop » au sein de la *House of Entrepreneurship* sont de véritables progrès en matière d'environnement propice à la création d'entreprises. En revanche, la perception des entrepreneurs sur la législation portant sur la création d'entreprises s'est détériorée (22^{ème}, -9). *L'entrepreneurship nation*, au même titre que la *start-up nation*, sont des défis on ne peut plus actuel de l'économie luxembourgeoise.

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

La productivité à l'arrêt a besoin du « carburant » digital

Le troisième pilier, « **L'environnement des affaires** », a lui chuté de deux places pour se situer en 8^{ème} position. Ce classement reste supérieur à celui du Luxembourg durant la première partie des années 2010.

2011 2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018



Sous-piliers	2017	2018
Productivité et efficacité	3	8
Marché du travail	19	15
Finance	3	3
Pratiques de gestion d'entreprise	10	10
Attitudes et valeurs	21	14

Le Luxembourg n'a pourtant régressé que dans un seul sous-pilier, mais celui-ci est particulièrement important. Il s'agit de la « **Productivité et efficacité** », pour lequel le Luxembourg passe directement de 3^{ème} à la 8^{ème} position (2^{ème} en 2016). L'économie luxembourgeoise bénéficie toujours d'une remarquable productivité avec une 4^{ème} place sur l'indicateur « Productivité globale (productivité absolue, tous secteurs confondus) » et la 1^{ère} en productivité du travail en termes absolus et tous secteurs confondus. Par contre, la croissance de la productivité, certes déjà à un niveau élevé, est à l'arrêt (51^{ème} position en croissance réelle, - 24). Elle manque du « carburant », innovation, digitalisation, révolution 4.0,..., qui la fera significativement progresser. Ainsi, le Luxembourg voit son avance en termes de productivité se réduire et la richesse produite par travailleur, et donc à partager, stagner. C'est un phénomène qui n'est pas ancien comme l'indique le rapport du Conseil Economique et Social de 2017 sur le sujet. « *Il apparaît (...) que le niveau de productivité par emploi n'a quasiment pas augmenté sur la période* » allant de 2000 à 2016 « *alors que la valeur ajoutée dans l'économie a progressé de plus de 50%. Il s'avère dès lors que la croissance de la valeur ajoutée ait été générée quasi exclusivement en ayant recours à des quantités plus importantes du facteur « travail* » ; *l'évolution de l'emploi et celle de la valeur ajoutée étant peu ou prou égales sur la période considérée* ». ³ Le Luxembourg pâtit d'un retard en matière d'implantation des dernières innovations. Il descend ainsi jusqu'à la 27^{ème} place (18^{ème} en 2017) sur l'indicateur « Utilisation des outils digitaux et technologies ».

³ Conseil Economique et Social, Analyse de la productivité, de ses déterminants et de ses résultantes, dans un contexte international, 2017.

Le Luxembourg gagne des places sur le sous-pilier « **Marché du travail** », grim pant de 19^{ème} à la 15^{ème} position. Le Grand-duché est notamment 2^{ème} quant à la croissance de la force de travail (9^{ème} en 2017). La force de travail y est en grande partie étrangère (3^{ème} sur cet indicateur). Le coût de la main d'œuvre peut constituer une faiblesse pour les entreprises luxembourgeoises. Les coûts salariaux unitaires ont augmenté relativement fortement, plaçant le Luxembourg en 41^{ème} place sur l'indicateur « Evolution des coûts de main-d'œuvre unitaires pour l'ensemble de l'économie » (5^{ème} en 2017). Les entreprises se retrouvent face au paradoxe de se percevoir comme attractives, 11^{ème} au niveau de la « priorité des entreprises d'attirer et de retenir des talents » et 6^{ème} sur l'« attractivité du Luxembourg pour le personnel étranger hautement qualifiés » et dans le même temps subir de réelles difficultés de « Manque de main-d'œuvre qualifiée » (43^{ème}, +1). Pour compenser ce manque, elles se sont notamment bien positionnées en « Formation des employés » (7^{ème}, + 2).

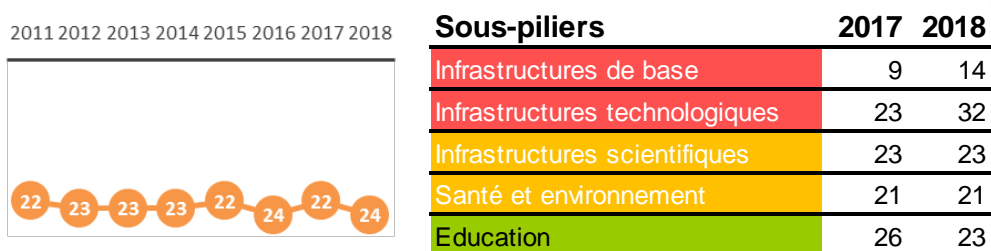
Le sous-pilier « **Finance** » est un des points forts du Luxembourg qui conserve sa 3^{ème} place sur le podium (derrière Hong Kong et la Suisse). Le Luxembourg reste le leader pour la « Part des actifs du secteur bancaire par rapport au PIB ». Les entreprises interrogées considèrent que l'accès au financement pour les entreprises s'est durci, avec une détérioration de l'accès au crédit, 29^{ème} contre 22^{ème} en 2017, et au capital-risque, 27^{ème} contre 23^{ème} en 2017.

Le Luxembourg est en 10^{ème} position en cette année 2018 sur le sous-pilier « **Pratiques de gestion d'entreprise** », soit la même qu'en 2017. Le sous-pilier « **Attitudes et valeurs** » progresse, lui, de sept places. La société a une vision davantage positive de la mondialisation selon les dirigeants interrogés. Le Luxembourg, l'un des pays les plus ouverts au monde, n'est toutefois que 17^{ème} sur cet indicateur de perception. L'indicateur « *Image abroad and branding* » s'améliore notablement, passage de la 23^{ème} à la 16^{ème} place. En revanche, le Luxembourg recule sur l'indicateur de perception « *Digital transformation in companies* ». Il n'est plus que 28^{ème}. Son économie est donc menacée d'un retard dans ce domaine alors que le besoin de changement ne cesse de s'accélérer dans un monde économique en perpétuelle innovation.

INFRASTRUCTURES

A la pointe de la technologie ?

Le pilier « **Infrastructure** » se révèle chaque année celui sur lequel le Luxembourg se montre le moins compétitif. C'est encore le cas en 2018, avec une 24^{ème} place due à un recul de deux rangs. Dans l'ensemble, le Luxembourg n'est au-delà de la 32^{ème} place sur 63 pour aucun sous-pilier mais ne fait jamais mieux que la 14^{ème} position.



Les « **Infrastructures de base** » reculent de cinq positions pour s'établir à la 14^{ème} place. Le Luxembourg pâtit sur ce sous-pilier de sa faible taille. Les « Infrastructures de base » ont une forte inertie en ce qui concerne les *hard data* tandis que les indicateurs de perception varient plus fortement d'une année sur l'autre. Le Luxembourg est caractérisé par la croissance de sa population, de 2,55% en 2017, ce qui le place au 4^{ème} rang dans ce domaine. Les indicateurs de perception des entrepreneurs font état d'une moins grande satisfaction sur l'ensemble des aspects qualitatifs.

La position du Luxembourg se détériore aussi en ce qui concerne les « **Infrastructures technologiques** » pour les entrepreneurs interrogés. En effet, ce sous-pilier repose en grande partie sur des indicateurs de perception. Les difficultés de recrutement de compétences en digital (35^{ème}, -16) et en ingénieurs qualifiés (47^{ème}, -5) tendent à s'aggraver. C'est aussi le cas pour la « Qualité

des partenariats public-privé » (15^{ème}, -8) et les « Coopérations technologiques (23^{ème}, -7) ». Même s'il faut prendre en compte le caractère quelque peu subjectif d'indicateurs reposant sur la perception des entreprises, le recul du Luxembourg sur tous ces facteurs de compétitivité technologique, c'est à dire le fait de se faire dépasser par d'autres pays, interroge sur l'efficacité des politiques, proactives, menées en la matière. Le Luxembourg se donne-t-il les moyens de ses indispensables ambitions ? Des enquêtes, telles que celles réalisées conjointement par Eurochambres et la Chambre de Commerce et auxquels près de 600 entreprises luxembourgeoises répondent annuellement, mettent aussi en avant ces difficultés de **recrutement de main-d'œuvre qualifiée**. **Pour les surmonter, le Luxembourg doit s'affirmer en leader sur la formation de sa main d'œuvres et mettre tous les atouts de son côté, qualité des infrastructures, maintien du dynamisme économique, cadre fiscal attractif, coopération entre les mondes de l'entreprise, de la recherche et des pouvoirs publics,...** pour renforcer son attractivité auprès des talents européens et internationaux. A ce titre, l'arrivée prochaine du supercalculateur européen est une excellente nouvelle qui démontre que le Luxembourg dispose de nombreux atouts sur le plan technologique.

Le Grand-duché se place 23^{ème} pour les « **Infrastructures scientifiques** ». Il grimpe en revanche sur la première marche du podium pour les « Brevets déposés par habitant » (2^{ème} en 2017). Le pays recule de deux places pour le « Total des dépenses de R&D par habitant » mais reste dans le top 10 (8^{ème}). Il régresse aussi quant au « Total de salariés de R&D dans les entreprises » par habitant (7^{ème}, -4). Le Luxembourg se situe entre la 14^{ème} et la 22^{ème} place pour tous les indicateurs de perception relatifs à la compétitivité en matière de recherche, de capacité d'innovation, de propriétés intellectuelles ou de transfert de connaissances. La publication « Neuf pistes pour renforcer l'écosystème de R&D au Luxembourg » de la Fondation IDEA asbl fait état d'un « un rattrapage fulgurant » du Luxembourg sur la recherche en vingt ans « dans un domaine où beaucoup a été fait et pour lequel une forme de « consensus national » semble être acquis ». Toutefois, l'écosystème de recherche et d'innovation luxembourgeois a encore besoin d'évoluer afin de devenir un leader européen. Il pourrait pour cela s'inspirer des neuf pistes proposées par ce *think tank*.

Le Luxembourg reste stable à la 21^{ème} position pour le sous-pilier « **Santé et Environnement** ». Le Luxembourg conserve de bons résultats en termes de santé, via un système fondé sur la solidarité nationale. En ce qui concerne l'environnement, si la part des énergies renouvelables augmente, cela ne permet au Luxembourg que de gagner une seule place (47^{ème}) sur cet indicateur. Preuve que la transition écologique en est à ses prémises, le Luxembourg n'est que 59^{ème} sur 63 pour l'« empreinte écologique par habitant ». La « Qualité de vie » au Grand-duché est, elle, mieux valorisée par les personnes interrogées, avec une place au porte du top 10 (11^{ème}, +2).

La performance luxembourgeoise sur le sous-pilier « **Education** » s'améliore avec un gain de trois places (23^{ème}). La principale évolution en cette année 2018 est une amélioration de la « Formation en management » (29^{ème}, + 7). Les données de la plupart des indicateurs de ce sous-pilier, notamment les résultats PISA, n'ont pas été actualisées en 2018 car elles ne sont pas collectées tous les ans. Le Luxembourg peut se féliciter de ces excellents résultats en langue, 4^{ème} pour le « *Language skills* » et « *English proficiency - TOEFL* », et 1^{er} pour la très faible proposition d'illettrisme. La formation en science demeure un important axe de progrès pour le Luxembourg, d'autant plus en raison des besoins des entreprises et de la stratégie nationale de développement économique basé sur l'innovation et de la recherche.

CONCLUSION

Le Luxembourg est un pays compétitif au niveau international comme le montre sa prospérité, qui contrairement à d'autres économies ne repose pas sur des réserves importantes de matières premières, et sa croissance économique. Il dispose pour cela de nombreux atouts parmi lesquels figurent sa place financière, son secteur des services dans son ensemble et sa très forte intégration dans les échanges internationaux.

La dernière édition du WCY, dans lequel le Luxembourg n'intègre pas le top 10, est l'occasion pour le pays de se poser les bonnes questions. Est-ce que la politique ambitieuse affichée en matière de développement économique a les moyens du plein succès ? Ce classement établit de nombreux axes d'amélioration, sur l'innovation et plus particulièrement le digital, la formation d'une main-d'œuvre adaptée, l'attractivité du pays pour les talents, la compétitivité-coût que ce soit pour la fiscalité ou le coût de la main d'œuvre. La Chambre de Commerce est active et un partenaire privilégié de l'Etat pour la mise en œuvre d'une politique en faveur d'une économie compétitive et signale le besoin d'accélération à l'heure où d'autres semblent aller plus vite que le Luxembourg.

Aperçu méthodologique

Avec 260 indicateurs différents recueillis pour chacun des 63 pays analysés, une certaine prudence prévaut dans l'interprétation des classements annuels de l'IMD. En effet, la pertinence de certains indicateurs peut dépendre de spécificités nationales qui se prêtent parfois difficilement à un exercice de comparaison.

Au niveau de certains résultats de classement, il convient de préciser qu'en l'absence de chiffres officiels du STATEC, l'IMD a eu recours aux chiffres de 2016 (ou 2012/2013/2014/2015) pour certains indicateurs, ce qui ne reflète donc pas l'état des circonstances les plus récentes. Cependant, ce sont tous des indicateurs à caractère relativement stable et le Luxembourg ne connaît ni dégradation, ni amélioration substantielle liée à l'utilisation de ces statistiques.

Le classement IMD demeure un outil utile à la prise de décision pour les autorités politiques des pays concernés puisqu'il permet de visualiser rapidement les forces et faiblesses de chacune des dimensions-clés de leur compétitivité. La comparaison peut se faire à la fois dans l'espace (entre le Luxembourg et d'autres zones géographiques) et dans le temps (performances du Luxembourg au fil des années). De manière générale, deux sortes d'indicateurs peuvent être identifiés : les indicateurs d'input (par exemple, investissements en infrastructures en pourcentage du PIB) d'une part, et les indicateurs d'output (par exemple, croissance du PIB) d'autre part. Les indicateurs d'input sont les indicateurs les plus à même d'être influencés par les décideurs politiques tandis que les indicateurs d'output reflètent, dans une certaine mesure, les résultats de ces décisions.